



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
7 novembre 2008
Français
Original : français

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

Groupe de travail d'avant-session

Quarante-troisième session

19 janvier-6 février 2009

**Réponses aux problèmes et aux questions à traiter
lors de l'examen du rapport unique (valant rapport
initial, deuxième, troisième, quatrième, cinquième,
sixième et septième rapport périodique)**

Haïti*

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Article 1

Définition de la discrimination

1. La Constitution de la République d'Haïti (1987) reconnaît l'égalité entre les hommes et les femmes sans discrimination de sexes. Et cette égalité des citoyennes et des citoyens n'est limitée par aucune des dispositions prévues dans les 298 articles qui composent ladite Constitution, plébiscitée par la population haïtienne, le 29 mars 1987, soit un an après la chute de la dictature qui, pendant 29 ans, a étouffé les aspirations du peuple à un État de droit.

Cependant, bien avant cette date, au début des années 1980, au cœur même du pouvoir totalitaire, une double brèche légale a été percée dans la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes. D'abord, le 4 février 1981 lorsqu'un décret portant application de la Convention Internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale a été publié. Ce texte de loi qui interdit la discrimination, considérée comme un délit, inclut le sexe comme motif de discrimination mais ne comporte pas de définition de la discrimination à l'égard des femmes. La même année, le 7 avril 1981, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination l'égard des femmes est ratifiée par Haïti. Le décret du 8 octobre 1982, l'année suivante reconnaît l'égalité de statut entre les époux et les capacités juridiques de la femme mariée. Ce décret ne fournit pas cependant une définition de la discrimination à l'égard des femmes.

La Constitution de 1987, reconnue pour son caractère profondément démocratique, soumet tout amendement à des procédures longues et complexes. Cependant Haïti qui s'est engagée dans la création d'un environnement juridique propice à la défense des droits des femmes, a besoin pour y arriver d'outils conceptuels explicites. Dans cet esprit, une définition de la discrimination à l'égard des femmes et un énoncé explicite de l'obligation de non discrimination seront introduites dans le projet de loi sur l'égalité des sexes que le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) a prévu d'élaborer dans son Plan d'action 2008-2009.

Article 2

Rayonnement de la Convention

2. Le MCFDF s'attache à faire connaître la Convention dans tous les espaces où les ministères sont appelés à agir conjointement. Au sein des Conseils Techniques qui réunissent les Directeurs départementaux des différents ministères dans chacun des dix départements géographiques du pays, le MCFDF, à travers sa Direction technique chargée de la généralisation de l'analyse comparative selon le genre (DPAG), consacre une partie de l'horaire des rencontres à la sensibilisation sur CEDEF et les obligations de l'État qui en découlent. Chaque participant(e) y reçoit un exemplaire de la version créole de la Convention.

Les relations entre le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique et le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes sont formalisées dans des protocoles pour mener des actions communes notamment autour de la lutte contre la violence faites aux femmes. Il en est de même avec la Police Nationale. Dans ce cadre, les références à la Convention comme à d'autres instruments internationaux ratifiés par Haïti sont fréquentes.

Dans les milieux judiciaires, comme dans l'opinion publique, une sensibilisation aux droits des femmes et à l'égalité entre les sexes, s'opère progressivement à la lumière des effets concrets de la nouvelle législation pénale qui rend justice aux femmes en matière d'agressions sexuelles ou en cas de meurtre par le conjoint. Au cours des deux dernières années, dans les cas de viol, les arrêts pris en Cour par les juges en vertu du décret du 6 juillet 2005 sur les agressions sexuelles, pénalisent sévèrement les coupables, et sont largement médiatisés. Il en a été de même dans le cas d'un procès récent pour meurtre d'une femme commis par son conjoint à qui le tribunal a refusé toute excuse. Ce sont là des signes qui montrent que les modifications apportées au Code Pénal contribuent à faire évoluer les mentalités. Il n'en demeure pas moins qu'une connaissance approfondie des Conventions relatives à l'égalité des sexes et des obligations qui en découlent pour l'État doit être intégrée au curriculum régulier de formation des juges, avocats et policiers.

3. L'article 40 de la Constitution qui prévoit la publication et la diffusion des lois, arrêtés, décrets, accords internationaux, traités et conventions à la fois en langue créole et française n'est pas encore d'application générale. Il existe des documents touchant à la vie nationale imprimés dans les deux langues officielles, comme le passeport et certains formulaires administratifs. Il faut souligner aussi qu'actuellement les arrêtés présidentiels sont publiés simultanément dans les deux langues. Mais cette pratique n'est ni constante, ni générale. Une loi d'application et des mesures règlementaires dans toutes les institutions publiques seront nécessaires pour garantir la stricte observance des prescrits de la Constitution en la matière.

Lois et pratiques discriminatoires

4. La politique d'égalité des sexes proposée par le MCFDF doit créer le cadre propice pour une réforme juridique globale qui garantisse l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et en même temps assure l'harmonisation de la législation nationale avec les Conventions ratifiées par Haïti. Entre temps le vote par le Parlement des projets de lois présentés par le MCFDF permettrait d'en réduire quelques aspects criants touchant au statut de la femme dans le Code Civil et à la situation d'une catégorie de travailleurs, des travailleuses pour la plupart, dans le Code du Travail. Quant au Code Pénal, plusieurs formes de discrimination ont été éliminées avec le Décret du 6 juillet 2005. L'élaboration d'un projet de loi sur la dépénalisation partielle de l'avortement est en cours au MCFDF.

5. Les pratiques et coutumes relèvent de croyances et de traditions dont il subsiste des survivances. La condamnation de celles qui alimentent des formes de discrimination à l'égard des femmes ne doit cependant pas conduire à la destruction de la culture nationale qui mérite globalement d'être préservée. Le MCFDF puise dans la culture nationale les éléments positifs, telles les leçons laissées par les héroïnes de l'histoire, le parcours de femmes exemplaires dans les sillons tracés par le mouvement des femmes militant pour leurs droits et l'égalité, sur lesquels s'appuyer pour s'attaquer aux barrières culturelles qui entretiennent non seulement les pratiques discriminatoires mais aussi la culture du silence qui les masque. Le MCFDF prévoit dans son plan stratégique 2008-2010 d'intensifier les campagnes de sensibilisation sur les stéréotypes déjà entreprises et de les étendre jusqu'aux points les plus reculés du pays. L'éducation, les connaissances scientifiques, l'histoire des civilisations, l'analyse des rapports sociaux de sexe et des stéréotypes, en même temps que l'émergence d'une société plus équitable, sans exclusion, conduiront

progressivement à l'élimination consciente de ces pratiques et coutumes qui renforcent le statut d'infériorité des femmes. Au-delà des campagnes de sensibilisation, c'est une formation intégrale sur le genre qu'il faut promouvoir pour les femmes et les hommes dans tous les secteurs de la société. En ce sens les réformes juridiques visant l'égalité doivent être systématiquement introduites dans les programmes de formation.

6. Le Gouvernement a entrepris d'agir sur les aspects discriminatoires à l'égard des femmes dans la législation en proposant et en faisant adopter des textes de loi conformes à la Constitution du pays et en harmonie avec la Convention. Ainsi des modifications ont été apportées au Code Pénal par décret. D'autres modifications touchant le Code du Travail et le Code Civil sont contenues dans les projets de loi déposés au Parlement en attente d'être votés.

Décret du 6 juillet 2005 modifiant le régime des agressions sexuelles et éliminant en la matière les discriminations contre la femme, tel est le titre du décret, publié dans *Le Moniteur* n° 60 du jeudi 11 août 2005, qui apporte des modifications importantes au Code Pénal sur trois points : 1) l'identification formelle du crime de viol comme une agression sexuelle, ce qui le distingue des outrages à la pudeur et des attentats aux mœurs, 2) l'abrogation des excuses accordées au conjoint qui tue sa femme et son complice surpris en flagrant délit d'adultère, 3) la dépenalisation de l'adultère.

De plus les peines ont été renforcées, notamment pour le viol dont les peines s'échelonnent d'un minimum de 10 ans à un maximum de prison à perpétuité.

Art. 278 (D. 6 juil. 2005 art. 2) Quiconque aura commis un crime de viol ou sera coupable de toute autre agression sexuelle, consommée ou tentée avec violence, menaces, surprise ou pression psychologique contre la personne de l'un ou l'autre sexe, sera puni de dix ans de travaux forcés.

Ces modifications ont été opérées grâce à un réaménagement du chapitre premier du Titre II du Code pénal modifiant la classification des crimes et délits. D'autres procédés ont été utilisés : la reformulation de plusieurs articles et l'abrogation de certains d'entre eux

Modification dans la classification

La section 4 du chapitre premier du Titre II du Code pénal qui portait le titre Attentats aux mœurs, est désormais intitulée Agressions sexuelles en vertu de l'article 1 du Décret du 6 juillet 2005. Désormais la section 4 traite des agressions sexuelles, du crime de viol et des circonstances qui peuvent l'aggraver, comme l'âge de la victime et le statut d'autorité du coupable, ou en cas de viol collectif. Une nouvelle section numérotée 4 *bis* intitulée Attentats aux mœurs, selon l'article 5 du Décret, regroupe les dispositions du Code Pénal relatives aux attentats aux mœurs, comme l'incitation à la prostitution et celles relatives aux actes qualifiés d'outrages publics à la pudeur. Ce réaménagement dans la répartition des articles est strictement limité aux sections 4 et 4bis du chapitre premier du Titre II du Code Pénal et ne dérange en rien l'ordre des articles dans les autres sections.

Reformulation

Les articles 269 et 270 situés dans la section 3 du chapitre premier du Titre II du Code Pénal qui traite des crimes excusables ont été reformulés en vertu des articles 10 et 11 du Décret du 6 juillet 2005.

Art. 269 (D. 6 juil. 2005, art. 10) Le meurtre par le conjoint de l'un ou de l'autre sexe sur son conjoint n'est pas excusable, si la vie du conjoint qui a commis le meurtre n'a pas été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu.

L'article 269, est ainsi amputé du paragraphe dans lequel étaient prévues des excuses pour le crime du mari qui tue femme et/ou complice surpris en flagrant délit d'adultère.

L'article 270 a été reformulé pour établir le caractère excusable de meurtre ou blessures provoqués en réaction à une agression sexuelle.

Art. 270 (D. 6 juil.2005 art. 11) Le meurtre ou les blessures s'ils ont été immédiatement provoqués en réaction à une agression sexuelle, seront considérés comme meurtre ou blessures excusables.

Abrogation d'articles

Tous les articles relatifs à l'adultère sont abrogés, les articles 284, 285, 286 et 287 sont et demeurent abrogés selon les termes du Décret du 6 juillet 2005 dans son article 9. La dépénalisation de l'adultère a entraîné du même coup l'élimination de dispositions discriminatoires à l'égard des femmes, comme la peine de prison pour les femmes à l'exclusion des hommes.

En matière de procédure devant les tribunaux, l'accord intervenu en 2006 entre le MCFDF, le MSPP et le MJSP relatif à la délivrance du certificat médical et à son acceptation par les juges facilite l'établissement de la preuve qui incombe aux victimes.

Lois sur l'égalité

7. En 2007 le MCFDF a fait dépôt au Parlement haïtien de trois projets de lois : l'un relatif au travail domestique, l'autre à la reconnaissance du plaçage ou union consensuelle et un troisième sur la filiation et la paternité responsable. Ces projets n'ont pas encore été votés par le Parlement.

Projet de loi modifiant l'article 257 du Code du travail et réglementant le travail domestique*A. Exposé des motifs*

En son chapitre 1, Titre V, Le Code du travail publié en 1961 traite des travailleurs et travailleuses domestiques sous la désignation de « gens de maison » auxquels il ne reconnaît pas les mêmes droits qu'aux employés des entreprises, institutions ou autres. La Constitution de 1987 prône une autre vision des personnes au travail. Dans son esprit et dans sa lettre, tous les salariés ont les mêmes droits. Et comme elle est le socle à partir duquel doivent être conçus les instruments légaux, le Code du travail doit par conséquent être réaménagé.

Le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes reconnaît l'importance du travail domestique dans l'économie nationale ainsi que sa place

dans l'éventail des emplois auxquels s'adonnent les hommes et les femmes du pays. Par conséquent, le MCFDF juge fondamental que les travailleurs et les travailleuses domestiques, partagent les mêmes avantages et droits reconnus légalement aux employé(es).

B. Le Projet de loi

Cette proposition de législation, qui amende l'article 257 du Code du travail vise à mettre fin à certaines conditions contraires aux droits humains dans lesquelles s'effectue le travail domestique. En plus de réglementer les conditions de travail : heures de travail et de repos, repas, congé hebdomadaire et annuel, le projet de loi étend aux travailleurs domestiques, travailleuses pour la plupart, les avantages prévus dans le Code du Travail pour les employés d'autres catégories : boni de fin d'année et autres avantages prévus pour les femmes. Une disposition spéciale les autorise à suivre des cours de formation sans perte salariale.

Projet de loi réglementant le statut des personnes placées [concubin(es)]

A. Exposé des motifs

Sur la question de la constitution des familles, le Code civil haïtien ne prend en compte que le mariage. Aux membres des familles vivant dans ce type d'union, la loi reconnaît les protections habituelles : communauté de biens, partage équitable des biens, obligation de prise en charge économique. Toutefois au tableau des différents types d'union en pratique dans le pays, le mariage ne représente que 18% et le plaçage (concubinage) 44 %. C'est donc de loin le type d'union le plus répandu.

En ignorant tout simplement l'existence du plaçage, le Code civil ne tient pas compte de la réalité. Cependant la Constitution de la République, postérieure au Code civil, ne fait pas de discriminations entre les familles et reconnaît toutes les formes d'unions.

Le MCFDF juge fondamental d'assurer les droits de toutes ces femmes qui construisent auprès de leur conjoint, pendant de longues années, le patrimoine familial et qui, suite à une rupture de l'union, sont chassées de la maison familiale sans aucune part de patrimoine. Ce projet de loi permettra aux femmes placées, de défendre leurs droits par devant les tribunaux.

B. Le projet de loi

Ce projet de loi a pour but de combler un déficit légal, source de discrimination pour les femmes vivant dans le plaçage (concubinage), au moment de la rupture des liens de l'union. Il comprend 7 articles.

Ce texte définit le plaçage comme une relation de couple, stable et continue entre un homme et une femme non mariés. Il interdit le plaçage entre ascendants et descendants en ligne directe et entre deux partenaires dont l'un est impliqué dans les liens du mariage ou du plaçage. Il reconnaît aux enfants du plaçage les mêmes droits prévus pour les enfants nés du mariage.

Il établit un régime spécial d'administration des biens des deux personnes impliquées dans le plaçage. Il fixe la procédure de séparation des biens acquis par les deux personnes placées, en cas de rupture volontaire des liens.

En cas de décès d'une des deux personnes placées suite à un accident de travail, il autorise le survivant / la survivante ou les héritiers à intenter une action en réparation.

Projet de loi réglementant la filiation et la recherche de paternité

A. Exposé des motifs

En Haïti, les enfants nés hors des liens du mariage sont souvent rejetés par les membres de leur communauté qui les humilient par cette expression autant irrationnelle que blessante : « enfants sans papa ».

La Constitution de 1987 optant de mettre fin à cette discrimination, prévoit en son article 262 la publication d'une loi sur la recherche de la paternité. Elle reconnaît ainsi le droit de chaque enfant à connaître son géniteur, ce que le Code Civil interdit. En effet, selon ce code vieux de 183 ans, seul le géniteur a le droit de déclarer la naissance d'un enfant. De plus, il n'est autorisé à assumer sa paternité devant l'officier d'état civil que si l'enfant n'est pas le fruit de l'adultère ou de l'inceste.

Ainsi, en Haïti, la femme sans mari doit déclarer elle-même son enfant « sans père ». L'acte de naissance rempli par l'officier d'état civil précise qu'il s'agit d'un « enfant de père inconnu ». Au regard de la loi, l'enfant n'a qu'un parent reconnu : sa mère. Dans certaines familles, les parents de la mère déclarent eux-mêmes l'enfant qui portera ainsi leur nom. Si rien n'est fait, la mère d'un enfant dit de « père inconnu » ne pourra jamais, à l'égal des femmes dont les enfants sont nés dans les liens du mariage, recevoir de pension alimentaire comme le prévoit la loi.

Se référant aux Conventions internationales régissant la matière, le MCFDF estime juste et urgent d'œuvrer pour l'élimination de cette forme de discrimination à l'égard de la femme et de l'enfant.

B. Le projet de loi

Ce projet de loi de six articles, modifie plus de vingt articles du Code civil (Chap. 1, loi n° 8). Son but est de permettre à tout enfant né hors du mariage de jouir pleinement de son droit de recherche de paternité. Il vise aussi à harmoniser le Code civil avec la Constitution de la République et les Conventions ratifiées par Haïti.

La filiation découle des œuvres naturelles d'un homme et d'une femme ou de leur volonté conjointe d'adopter un enfant conformément à la loi. Le géniteur déclaré par la mère, même quand il nierait sa paternité, est reconnu comme père de l'enfant s'il est prouvé que les relations entre les deux personnes au moment de la conception de l'enfant étaient publiques. La mère peut entamer une demande en revendication de paternité selon la procédure fixée par le projet de loi. Le père à qui la mère refuse le droit de reconnaître son enfant revendique sa paternité par la même procédure. Il est permis à l'enfant, sans restriction d'âge, d'effectuer une recherche de maternité.

La filiation entraîne des droits et des devoirs tant moraux que matériels des parents vis-à-vis de leur enfant. L'enfant qui veut revendiquer sa vocation successorale doit d'abord établir sa filiation avec la personne légataire.

8. L'élaboration d'une loi sur l'égalité des sexes est prévue dans le plan d'action 2008-2009 du MCFDF. Le document intitulé : Ossature d'une politique d'égalité des

sexes, lorsqu'il sera adopté par le Gouvernement, constituera un pas décisif pour l'élaboration et l'implantation d'un Plan national d'égalité des sexes. Prenant en compte les fondamentaux du principe de l'égalité dans la construction d'une société de paix et de développement intégral de chacun et de chacune, l'Ossature d'une politique d'égalité des sexes affirme la nécessité de cibler les priorités relatives aux femmes et d'inscrire le principe de l'égalité des sexes dans toutes les institutions sociales du pays. Au niveau de la gouvernance de l'égalité, le rôle de leader du MCFDF est fortement souligné. C'est en effet ce ministère qui devra coordonner les efforts que toutes les institutions publiques devront déployer pour exécuter la Feuille de route spécifique à leur secteur respectif en vue de l'application du futur Plan national d'égalité des sexes. Ce plan devra être élaboré et soumis par le MCFDF au gouvernement au cours de l'année 2009.

Déjà le MCFDF a commencé à placer les jalons d'une politique d'égalité des sexes. La Direction technique du ministère chargée d'implanter la généralisation de l'analyse comparative selon le genre (DPAG), dans l'Administration publique et l'ensemble de l'appareil gouvernemental, coordonne le réseau des points focaux genre désignés dans les divers ministères. Après évaluation des difficultés rencontrées par les points focaux dans la prise en compte systématique des considérations liées au sexe dans les politiques, programmes et projets de leur secteur respectif, une nouvelle stratégie formulée. Il s'agit de sensibiliser les fonctionnaires des Unités d'études et de programmation (UEP) des différents ministères, en leur fournissant régulièrement des outils pouvant servir de lignes directrices pour l'intégration de la dimension genre dans les politiques publiques. Les UEP représentent un mécanisme clef dans la mesure où elles jouent un rôle déterminant en matière de conception et de planification des actions prioritaires de leur secteur d'affectation. En ce sens, les points focaux seront renforcés et beaucoup plus aptes à réaliser leur travail avec efficacité.

L'intégration de l'analyse comparative entre les sexes a marqué des progrès dans les programmes et projets de développement local, notamment dans les programmes et projets de développement social haïtiens (PDLH) pilotés par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et auxquels le MCFDF est associé. Une dizaine de communes dans cinq départements bénéficient déjà de ce programme. Un quota paritaire de 50 % d'hommes et de femmes est établi dans le cadre de la formation des différents conseils de développement dans chaque commune et section communale impliquée.

Ainsi le Plan national d'Égalité des Sexes trouvera des points d'ancrage pour s'établir et se développer à l'échelle nationale.

9. L'élaboration d'une loi globale sur la violence à l'égard des femmes est inscrite dans le Plan stratégique du MCFDF 2008-2010. En effet, ni la violence domestique ni d'autres formes de violence, telle le harcèlement sexuel, ne sont considérées dans le Code pénal haïtien. Dans l'exposé de ses motifs, le décret du 6 juillet 2005 était déjà jugé insuffisant : « Les modifications réalisées dans le présent décret ne sont certes qu'une première étape; elles n'en constituent pas moins un pas essentiel sur la longue route qui mènera à une réforme en profondeur du Code Pénal » (Conclusion de l'exposé des motifs).

10. L'existence de la Concertation nationale contre les violences faites aux femmes, dotée d'un cadre structurel, d'un Secrétariat exécutif et d'une Commission Collecte de données, facilite la centralisation de l'information sur l'enregistrement

des cas de victimes de violence sexuelle ou domestique exercée sur les femmes et filles (la violence fondée sur le sexe étant entendue comme une forme de discrimination selon CEDEF, Réf. Recommandation générale n° 19 du Comité). Généralement les cas dénoncés et qui font l'objet de poursuite sont des cas de viol et des cas de violence physique, comportant coups et blessures. Les autres formes de discrimination fondées sur le sexe ne sont pas considérées comme telles devant les tribunaux. Toutefois il n'existe pas encore de relevé exhaustif des cas portés devant les tribunaux et du suivi qui leur est accordé depuis cinq ans.

Article 3

Plan d'actions

Plan national contre la violence

11. Un atelier bilan de la Concertation nationale pour la lutte contre les violences faites aux femmes, tenu à Port-au-Prince les 22 et 23 octobre 2008, réunissait des représentants-es du secteur étatique : le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF) qui a le leadership de la concertation, le Ministère de la santé publique et de la Population (MSPP), le Ministère de la justice et de la Sécurité Publique (MJSP), et la Police Nationale d'Haïti (PNH), les organisations de femmes et les autres institutions et organisations de la société civile, membres de la concertation, les agences des Nations Unies (UNIFEM, UNFPA, Bureau Genre de la MINUSTAH) et des représentants(es) de la Coopération internationale (Brésil, Canada). Les avancées suivantes qui concernent essentiellement la mise en œuvre du Plan national de lutte contre les violences faites aux femmes ont été constatées.

Un Cadre conceptuel pour la mise en place de l'opérationnalisation du Plan National a été rédigé et validé.

Des études préliminaires pour l'opérationnalisation du plan ont été réalisées dans deux départements pilotes, le Sud-Est et le Nord-Est et un coordonnateur pour chacun de ces départements a été recruté.

Le partenariat Sud-Sud avec la coopération brésilienne s'est concrétisé à travers un projet d'appui à l'opérationnalisation du Plan national dans les deux départements pilotes, le Sud-Est et le Nord-Est.

Les différents projets se développant dans les deux départements pilotes en vue de l'implantation du Plan national, avec l'appui des coopérations brésilienne et espagnole, ont pu être harmonisés.

La concertation entre les différents bailleurs intéressés à l'établissement de structures d'accueil pour les femmes dans les commissariats de police est maintenant conclue.

Au niveau gouvernemental un protocole a été signé entre le MJSP et MCFDF sur la prise en compte de la problématique de la violence de genre au sein de la PNH.

Article 4

Mesures temporaires spéciales

12. Faisant suite aux démarches des organisations de femmes appuyées par le MCFDF, des mesures temporaires spéciales ont été introduites dans les mécanismes légaux qui encadrent le processus électoral. Ainsi en 2005, des mesures

d'encouragement aux partis politiques pour la présentation de candidatures féminines figuraient dans le décret électoral. Dans la loi électorale récente de juillet 2008 elles offrent des perspectives encore plus encourageantes. En effet, la loi électorale de juillet 2008 prévoit dans ses articles 129 et 129.1 le double du financement public pour les partis qui présenteraient 30% au moins de candidature féminine et réussiraient à en faire élire 20 %. De plus, ces partis bénéficiaires doivent affecter 50 % de la valeur reçue à la formation politique de leurs adhérentes ainsi qu'un soutien financier aux candidates.

Dans l'esprit de la Convention (art. 4 et Recommandation générale n° 25 du Comité), le MCFDF préconise le principe de quota comme une mesure d'action positive nécessaire pour rectifier des tendances historiques à la discrimination. Deux catégories de quotas sont ainsi retenues dans le document cadre intitulé Ossature d'une politique d'égalité des sexes : les quotas d'emploi dans l'Administration publique et les quotas au niveau de l'accès aux postes de décision. Actuellement, comme ceci est précisé dans le Rapport pays, les protocoles d'accord que le MCFDF a signés avec deux autres ministères (le Ministère des travaux publics, Transports et Communication et le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles) retiennent un quota de 30% de femmes dans l'exécution des travaux à haute intensité de main d'œuvre.

Pour aller de l'avant et stimuler une plus grande participation des femmes dans la vie politique, le MCFDF a inscrit dans son Plan d'action 2008-2009 l'élaboration d'un projet de loi sur le quota en politique.

Articles 5 et 6

Violence à l'égard des femmes et traite des femmes

13. Dans le cadre de la politique du Gouvernement visant à éliminer les violences faites aux femmes différentes initiatives ont été prises par le MCFDF et la Concertation nationale. Les mesures suivantes répondent aux recommandations de l'étude réalisée par le MCFDF en 2006 :

Élaboration de protocole de prise en charge et de suivi

Au niveau de la Police nationale haïtienne (PNH) un cadre conceptuel sur les structures d'accueil des victimes de violence dans les commissariats avait été proposé depuis plusieurs mois ainsi qu'un Guide de procédure sur l'accueil et l'accompagnement des victimes. Cependant il fallait un protocole d'entente entre le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes et celui de la justice et de la sécurité publique, responsable de la police, pour les appliquer. Ce protocole a été signé entre ces deux ministères et porte sur les différentes mesures à prendre pour introduire la notion de genre et la problématique de la violence spécifique faite aux femmes dans la Police.

Un atelier est actuellement en préparation avec les différentes structures de la PNH pour leur présenter ces documents ainsi qu'un curriculum de formation pour les policiers-res sur la problématique de la violence de genre et le rôle de la PNH dans la lutte contre cette violence.

Installation de centres d'hébergement

L'ouverture d'un centre d'hébergement pour les femmes ayant subi des violences de genre est une initiative récente du MCFDF (2008). Ce centre a pour vocation de recevoir des victimes de violences spécifiques, particulièrement domestique et sexuelle. Il fonctionne en collaboration avec les autres structures de la société civile offrant des services de prise en charge multidisciplinaires et est financé par diverses sources comme VD, UNICEF.

Collecte des données et recherche

La fiche d'enregistrement produite par la Concertation nationale a été expérimentée au cours du relevé des violences faites aux femmes dans les abris qui ont recueilli les victimes des dernières catastrophes naturelles qui ont frappé le pays.

L'élaboration et la validation de la fiche unique d'enregistrement des cas de violence sont actuellement suivies de la mise en place d'un mécanisme de distribution et de collecte de ces fiches ainsi que d'un système d'analyse.

Après les intervenants dans le secteur de la santé, la formation à l'utilisation de cette fiche est offerte à d'autres secteurs d'intervention. Ainsi les coordonnatrices des Bureaux Départementaux du MCFDF ont été entraînées à l'utilisation de cette fiche au cours d'une session de formation les 20 et 21 octobre 2008.

Une étude sur la prise en charge des victimes de violences de genre particulièrement sur le plan médical, dans 29 institutions de santé, publiques et privées, réparties dans six départements, ayant reçu la formation avec les outils de la Concertation et de ses partenaires, a été menée de mars à septembre 2008. Cette étude permettra de réajuster les outils de formation et d'établir un mécanisme de suivi plus serré.

Le Gouvernement, soucieux d'articuler et d'harmoniser les interventions à l'échelle nationale regroupe les directeurs départementaux des différents ministères au sein d'un Conseil Technique présidé dans chaque Département par le(la) délégué(e) départemental(e). Avec le soutien de la Coopération espagnole, un travail de sensibilisation sur les questions de genre et aussi sur la violence spécifique faite aux femmes a été réalisé de façon pilote dans le département du Sud Est et devrait être généralisé aux autres départements.

Utilisation du viol comme arme politique

14. Les chiffres relatifs aux cas de viols durant la période du coup d'État 1991 à 1995 ne sont pas disponibles. La terreur installée par le régime politique durant ces années n'a pas permis d'enregistrer des données chiffrées. Cependant il en est resté des traces grâce au témoignage de femmes victimes de cette forme de répression. Le regroupement d'au moins 20 victimes dans une association, M ap viv, qui ont témoigné des sévices qu'elles avaient subis, permet d'évaluer l'ampleur du viol utilisé comme arme politique. Encadrées par des associations de femmes, elles ont pu bénéficier de soins et de réhabilitation. Avec leur collaboration, une pièce de théâtre où elles ont elles-mêmes tenu leur rôle, a pu être tirée de leur expérience, pendant qu'elle agissait comme une thérapie, et un film documentaire, *Les enfants du coup d'État*, a pu être réalisé. Ce film, œuvre de femmes cinéastes et professionnelles de la scène, militantes des droits des femmes, présenté à diverses

occasions dans les rencontres nationales et internationales, a attiré l'attention sur ces événements tragiques et sur le courage des femmes.

Depuis le décret du 6 juillet 2005, de nombreux cas de viols ont fait l'objet de procès et les coupables condamnés. Au cours de l'année 2008, d'avril à septembre, 15 procès avec ou sans assistance de jury ont obtenu 15 condamnations.

L'étude en annexe, la plus récente, montre les données partielles de cas de victimes reçues par quatre institutions ainsi que le type de violence et dans les cas de viols, le nombre de cas de viols collectifs ainsi que l'âge des victimes.

15. De nombreux spots de sensibilisation dénoncent les violences spécifiques faites aux femmes, en particulier la violence domestique et la violence sexuelle. Deux documentaires réalisés en 2005 par FOSREF et URAMEL, intitulés *Nou bouke* (nous en avons assez) et *Fòk nou pale* (il faut en parler) dénoncent la violence domestique. Largement diffusés, ils sont surtout utilisés pour la formation des jeunes.

16. Le nombre de grossesses précoces n'est pas disponible. Le MCFDF a pris des dispositions pour combler la faiblesse des statistiques constatée dans différents secteurs d'intérêt pour les femmes. Des protocoles de collaboration ont été signés avec les institutions qui détiennent les compétences en statistiques afin de s'assurer que les données collectées soient ventilées par sexe. Ces protocoles doivent permettre d'incorporer dans les enquêtes, les analyses et les études des indicateurs de genre. Ainsi deux protocoles tripartites sont signés, entre le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF), et la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'un avec l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI) et l'autre avec l'Institut haïtien de l'enfance (IHE).

17. Gouvernement met l'accent actuellement sur le cadre juridique qui permettra d'intervenir efficacement pour protéger les catégories de femmes les plus vulnérables. Ainsi le projet de loi sur le travail domestique, lorsqu'il sera adopté par le Parlement, constituera un premier pas sur la normalisation du statut de cette catégorie de travailleurs et travailleuses, où les femmes sont largement majoritaires. Le projet de loi sur la traite et le trafic des femmes, auquel le MCFDF a participé et qui est en instance d'être déposé au Parlement, viendra également définir et protéger les droits des femmes migrantes. Pour les femmes prostituées, la question est encore à l'état d'exploration par le MCFDF et le MAST, puisqu'il n'existe pas de cadre légal qui leur accorde une protection.

18. Le 24 avril 2003, pour répondre à une grande campagne menée tant par des organisations nationales qu'internationales, contre le travail des enfants ruraux dans les ménages urbains présenté comme une situation « d'esclavage d'enfants », le gouvernement haïtien a fait voter par le Parlement une loi relative à l'interdiction et à l'élimination de toutes les formes d'abus, de discriminations, de mauvais traitements, ou traitements inhumains contre les enfants.

Cette loi porte l'empreinte du moment qui l'a vu naître car, fuyant la réalité, elle élimine toute référence au travail des enfants. Il s'agissait pour l'État de ne plus légitimer le travail des enfants, donc la domesticité. Ainsi, la loi du 24 avril 2003 annule dans son premier article, tout le chapitre 9 du Code du travail. Depuis, la domesticité est illégale en Haïti. Mais cette loi accepte en son article 3 que : « Un enfant peut être confié à une famille d'accueil dans le cadre d'une relation d'aide ou

de solidarité. Il doit jouir des mêmes privilèges et des mêmes prérogatives que les autres enfants de cette famille. Il doit être traité comme un membre de cette famille ». Ainsi, si la domesticité vue comme travail d'enfant (restavèk) est illégale, celle qui rentre dans le cadre d'une « relation d'aide ou de solidarité » est tout à fait légale. Dans la pratique, cependant, les enfants restavèk continuent leur vie d'enfer dans des ménages peu scrupuleux et qui leur refusent l'exercice de leurs droits les plus élémentaires.

Le MCFDF entretient des rapports de travail réguliers avec l'Institut du Bien Être Social et de Recherches (IBESR). Il s'informe ainsi des cas des filles restavèk victimes de violence. Les cas sont nombreux car l'Institut reçoit, plusieurs fois par semaine, de la Brigade de Protection des Mineurs (BPM) de la police, des enfants victimes de toutes sortes de violence, entre autre, de violence domestique qui concerne les restavèk. Car même quand les rapports d'activités du service concerné de l'IBESR ne les désignent pas sous cette appellation, les responsables confirment qu'il s'agit bien de ces enfants qui n'ont plus de statut légal depuis le 24 avril 2003. Ne disposant pas d'un centre d'hébergement pour les enfants en difficulté, l'Institut place les enfants que la BPM lui amène dans des centres d'accueil gérés par des associations caritatives.

Par l'intermédiaire de la BPM, le gouvernement intervient dans les cas où des enfants restavèk ou « en relation d'aide ou de solidarité » sont victimes de violence domestique ou encore d'agression sexuelle ou physique. Le gouvernement envisage d'étendre ce service à toutes les régions du pays.

19. Le projet de loi sur la traite des personnes élaboré sous la direction du Ministère des affaires sociales et du travail a été adopté par le Gouvernement en conseil des ministres au mois de mars 2008, mais il n'a pas encore été présenté au Parlement pour y être voté. Plusieurs ministères ont participé aux travaux d'élaboration de la loi : le Ministère de la justice et de la sécurité publique, le ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, le ministère à la condition féminine et aux droits des femmes, en collaboration avec des organismes de la Société civile et des agences internationales dont certains sont regroupés dans le Collectif contre la traite des personnes.

Article 7 et 8

Participation à la vie politique et à la vie publique

20. La sous représentation des femmes au gouvernement et dans l'administration publique reste un sujet de préoccupation pour le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes. Un atelier de réflexion sur la participation politique des femmes a été organisé par le MCFDF au mois d'avril 2008. À l'issue de cet atelier, un comité d'initiative pour le renforcement de la participation des femmes, le CIREF a été constitué. De cet atelier est aussi sortie la proposition de la mise en place d'un observatoire sur la parité. Cette proposition rencontre la décision du MCFDF, qui fait figurer le projet d'un observatoire sur la parité dans son plan stratégique 2008-2010, et se propose d'introduire le principe de quota en politique sous la forme d'une loi dans le Plan national d'égalité des sexes.

Le nouveau gouvernement entré en fonction au mois de septembre 2008 est dirigé par une Première Ministre, et compte trois femmes ministres sur 17. Les ministères coiffés par des femmes sont : le Ministère des affaires sociales et du

travail, le Ministère du commerce et de l'industrie et le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes.

Article 10 **Éducation**

21. L'égalité des effectifs de filles et de garçons dans les écoles au niveau primaire se confirme depuis quelques années. Cependant les statistiques des examens des deux classes terminales du secondaire pour l'année académique 2007-2008 indiquent que dans les dix départements les filles sont toujours en position inférieure par rapport aux garçons tant au niveau du nombre d'inscrits que du taux de réussite par rapport à l'effectif global. Le MCFDF pour sa part a inscrit deux actions à son Plan d'Action 2008-2009 : faciliter le maintien des filles dans le système scolaire et contribuer au financement de la rentrée scolaire des fillettes en difficulté socio-économique.

L'attention du MCFDF s'est concentrée sur le contenu de l'éducation et les stéréotypes persistants qui fragilisent les acquis et contribuent à freiner le maintien des filles à l'école au niveau secondaire et supérieur. Un protocole de collaboration entre le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle et le Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes a été signé le 16 janvier 2007. Ce protocole dont l'objectif principal est d'éliminer les discriminations contre les filles dans le système éducatif formalise le cadre d'échange permanent entre les deux Institutions partenaires en vue de la prise de décisions concertées favorables à l'amélioration du système scolaire haïtien au bénéfice des deux sexes.

Le comité interministériel, mis sur pied pour la mise en œuvre du protocole, vise l'éducation sexuelle non-sexiste des jeunes scolarisés-es et la promotion de comportements non sexistes au moyen entre autres d'émissions réalisées conjointement à la radio éducative sur des thèmes variés touchant la jeunesse et l'égalité des sexes; la révision systématique des manuels scolaires et la définition de toute autre mesure en vue d'éliminer les diverses formes de discrimination auxquelles sont confrontées les filles dans le système scolaire haïtien. La pleine mixité dans les lycées et le retour des filles mères à l'école sont deux problématiques au cœur des préoccupations du comité interministériel.

Article 11 **Emploi**

22. Pour augmenter les chances d'emploi des femmes, et leur assurer de meilleures conditions sur le marché du travail, le MCFDF a inscrit dans son Plan d'action 2008-2009 les mesures suivantes : l'intégration des femmes dans les métiers non traditionnels et le soutien des femmes dans l'enseignement supérieur.

Des résultats immédiats sont attendus à partir d'ententes formelles avec notamment le MARNDR et le MTPTC pour l'application de quotas d'un minimum de 30 % de femmes dans le recrutement de travailleurs et travailleuses dans les travaux de réparation des infrastructures détruites ou endommagées par les quatre cyclones successifs qui ont frappé Haïti au cours des mois d'août et de septembre 2008. Une attention spéciale est portée au secteur agricole qui est considéré dans la politique générale de l'actuel gouvernement en accord avec le DSNCRP comme le premier pilier de la relance économique. Dans son plan d'action 2008-09, le

MCFDF privilégie des actions de soutien aux activités économiques des femmes dans le secteur rural.

Un projet décentralisé chevauchant sur l'éducatif et l'économique, qui s'adresse spécifiquement aux femmes, sera mis en exécution au cours de l'année 2009. Il s'agit de l'implantation d'un centre d'information et de formation, utilisant les nouvelles technologies de la communication, dans chacun des dix départements géographiques du pays. L'objectif est d'encourager la formation des femmes à ces nouvelles technologies, de rendre accessible l'information sur les techniques de production et de transformation de même que les filières de commercialisation, de faire connaître la production des femmes dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat et de renforcer le réseau des femmes productrices.

Article 12

Santé

23. En référence à la déclaration contenue dans le rapport de l'État partie selon laquelle « la santé sexuelle et reproductive est considérée comme la porte d'entrée du système de santé », il faut retenir que le système de santé haïtien est organisé selon une pyramide de soins constituée de 3 niveaux :

1. Le niveau primaire offre le paquet minimal de services dans des institutions de proximité;
2. Le niveau secondaire représente le recours aux soins spécialisés au niveau régional;
3. Le niveau tertiaire est constitué par les hôpitaux universitaires et les hôpitaux spécialisés.

La santé sexuelle et reproductive s'inscrit dans le paquet minimal de services offert au niveau primaire et de ce fait constitue une des portes d'entrée pour avoir accès aux différents niveaux de la pyramide de soins.

Cependant compte tenu des limites en ressources humaines, des contraintes financières et logistiques, le système de santé haïtien est encore loin de répondre aux besoins spécifiques de la santé intégrale des femmes et le MCFDF, avec d'autres partenaires nationaux et internationaux, développe un plaidoyer pour que ces besoins soient véritablement pris en compte.

24. L'avortement est illégal sans restriction selon les lois haïtiennes. Cependant ce procédé est utilisé par de nombreuses femmes et souvent dans de mauvaises conditions. Les complications qui en découlent ne font qu'augmenter les chiffres de morbidité et de mortalité maternelle. Dans les cas de grossesses à la suite de viols, il n'existe aucune disposition particulière. Aussi le MCFDF mène un plaidoyer pour obtenir la dépénalisation partielle de l'avortement et travaille sur une loi à présenter au parlement. Cette réforme législative pourrait tenir compte d'une nouvelle politique nationale visant à assurer un meilleur équilibre entre les restrictions imposées aux services d'avortement et les droits des femmes, dont le droit à un accès sécuritaire et humain aux services de santé nécessaires pour protéger leur vie et leur dignité, le droit à la sécurité sur le plan de la santé et droit de ne pas être soumises à un traitement inhumain et dégradant.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question, peu de données sont disponibles. Cependant les chiffres recueillis par une organisation de femmes donnent une idée de l'ampleur du problème

<i>Période</i>	<i>Nombre de grossesses survenues après viol</i>
Juin-décembre 2005	5
Janvier-décembre 2006	12
Janvier-décembre 2007	11
Janvier-juin 2008	7

Ces victimes reçoivent un accompagnement médico-légal et psychosocial de la part de ces organisations. Le MSPP ne possède pas dans ses normes des procédures spéciales pour ce genre de victimes.

Le MCFDF, à travers la Concertation nationale de lutte contre les violences faites aux femmes, participe à la prise en charge de ces victimes et aux actions de sensibilisation. Un dépliant insistant sur le délai des 72 hres pour un suivi médical efficace a été largement diffusé à travers les 10 départements du pays

25. Si les femmes rurales, au début de la pandémie semblaient moins exposées à l'infection au VIH que les femmes des zones urbaines, la précarité de l'accès aux soins médicaux, le phénomène de la migration campagne-ville, ville-campagne, de la ville vers l'extérieur les ont rendues plus vulnérables.

Le MSPP dans son plan stratégique prévoit toute une gamme de soins au niveau primaire pour la prise en charge des femmes en âge de procréer, des femmes enceintes ainsi que des enfants et adolescents-tes. Il revient au MCFDF et aux organisations de la société civile de rester vigilants pour veiller à l'application de ces mesures.

Article 13

Loisirs et vie culturelle

26. En Haïti, les activités culturelles et sportives ne sont interdites ni aux filles ni aux femmes. Cependant, comme il est dit dans le rapport, les petites filles interviennent grandement, auprès de leurs mères, dans les travaux domestiques. Le temps nécessaire aux activités culturelles et sportives leur fait défaut.

En fait, le problème de la non-participation ou du peu de participation des filles des zones rurales aux activités culturelles est dû aussi à d'autres facteurs. En effet l'État, par manque de ressources techniques et financières, ne parvient encore ni à développer les aspects du curriculum relatifs aux activités sportives et culturelles, ni à doter les écoles publiques des infrastructures nécessaires à leur application. Les élus des collectivités territoriales, faute de moyens, n'arrivent pas encore à proposer des activités récréatives ou sportives aux enfants et aux jeunes de leurs communes ou circonscriptions. Et, pour finir, la pauvreté extrême des parents des zones rurales eux-mêmes les rend incapables d'offrir à leurs enfants d'autres loisirs que ceux prévus par les églises ou missions de la zone. Dans les écoles publiques, les filles comme les garçons devraient avoir accès aux activités sportives

et culturelles. Le MCFDF se propose, comme il le fait déjà avec plusieurs autres ministères, d'entamer des discussions avec le Ministère de la jeunesse, des sports et de l'action civique (MJSAC) pour conclure un accord formel sur les mesures à prendre en ce sens.

La présence de femmes dans les équipes haïtiennes aux Jeux Olympiques et para Olympiques à Beijing en 2008 où de jeunes athlètes de sexe féminin ont pris part aux épreuves de course, de judo et de musculature, constitue un modèle stimulant.

Article 14

Femmes des zones rurales

27. Toutes les enquêtes et études statistiques récentes soulignent l'écart ville campagne qui dans le cas des femmes révèle des difficultés d'ordre social et économique particulièrement graves. Toutefois, les études de proximité décrivent leur contribution à l'économie du pays et leur potentiel pour son développement. Le MCFDF pour sa part a déploré le fait que le DSNCRP n'ait pas suffisamment pris en compte ni les besoins ni la contribution des femmes des zones rurales. S'appuyant sur l'accent mis sur la production nationale dans les programmes gouvernementaux et sur la relance de l'agriculture, le MCFDF annonce dans son plan d'actions 2008-2009 des actions visant à promouvoir l'entreprenariat féminin rural et urbain et à élargir les projets destinés aux femmes dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

28. Le plaçage est la forme d'union consensuelle la plus répandue en Haïti. Pour les femmes des zones rurales, comme pour toutes les femmes haïtiennes vivant sous le régime du plaçage, l'adoption par le Parlement du projet de loi présenté par le MCFDF permettrait d'apporter une solution aux effets négatifs d'une union non reconnue par la loi.

Article 16

Relations familiales

29-30. La loi sur l'égalité des sexes, dont l'élaboration est inscrite dans le Plan d'action 2008-2009 du MCFDF, devra considérer toutes les formes de discrimination qui figurent encore dans le Code Civil en matière de relations familiales. Cette loi se situe dans la ligne des réformes apportées dans la législation par les décrets du 8 octobre 1982 modifiant le Code Civil sur le statut de la femme mariée et du 6 juillet 2005 modifiant le Code Pénal sur la dépénalisation de l'adultère.

Protocole facultatif et amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention

31. Pour le Protocole facultatif, la position affirmée dans le rapport pays est encore valable à l'heure actuelle. Le Gouvernement haïtien a la conviction que les démarches de vulgarisation et de diffusion nationale du Rapport, accompagné des observations finales du Comité qui suivront la présentation officielle et la discussion constructive autour du rapport, susciteront l'intérêt de l'État et de la société civile à la ratification du Protocole facultatif à la CEDEF.

Le MCFDF se propose de recommander au Gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour l'adhésion formelle à l'amendement de l'article 20 de la Convention ainsi que pour la ratification du Protocole Facultatif à la CEDEF.

Sigles utilisés

BPM	Brigades de protection des mineurs
DPAG	Direction de la prise en compte de l'analyse selon le genre
DSNCRP	Document stratégique national pour la croissance et la réduction de la pauvreté
FOSREF	Fondation pour la santé reproductrice et l'éducation familiale
IHE	Institut haïtien de l'enfance
IHSI	Institut haïtien de statistique et d'information
MARNDR	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural
MAST	Ministère des affaires sociales et du travail
MCFDF	Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MJSP	Ministère de la justice et de la sécurité publique
MJSSC	Ministère de la jeunesse, des sports et de l'action civique
MSPP	Ministère de la santé publique et de la population
UNIFEM	Fonds des Nations Unies pour les femmes
URAMEL	Unité de recherche et d'activités médico-légales

Annexe

Tableau 1
**Nombre de victimes reçues dans les institutions par année
 (femmes et filles)**

Année	Gheskio	Sofa	Kay Fanm	MSF/Fr
2002	58	85		
2003	70	62	200	
2004	261	113	198	
2005	211	440	380	109
2006	534	726	954	237
2007*	389*	360*	585*	157*

Sources : Rapports Gheskio, Sofa, Kay Fanm et MSF/F.

Figure 1
**Nombre de victimes reçues par institution et par an,
 entre 2003 et 2007***



Sources : Rapports Gheskio, Sofa, Kay Fanm et MSF/F

Figure 2
Répartition des cas par tranches d'âge, et par institution

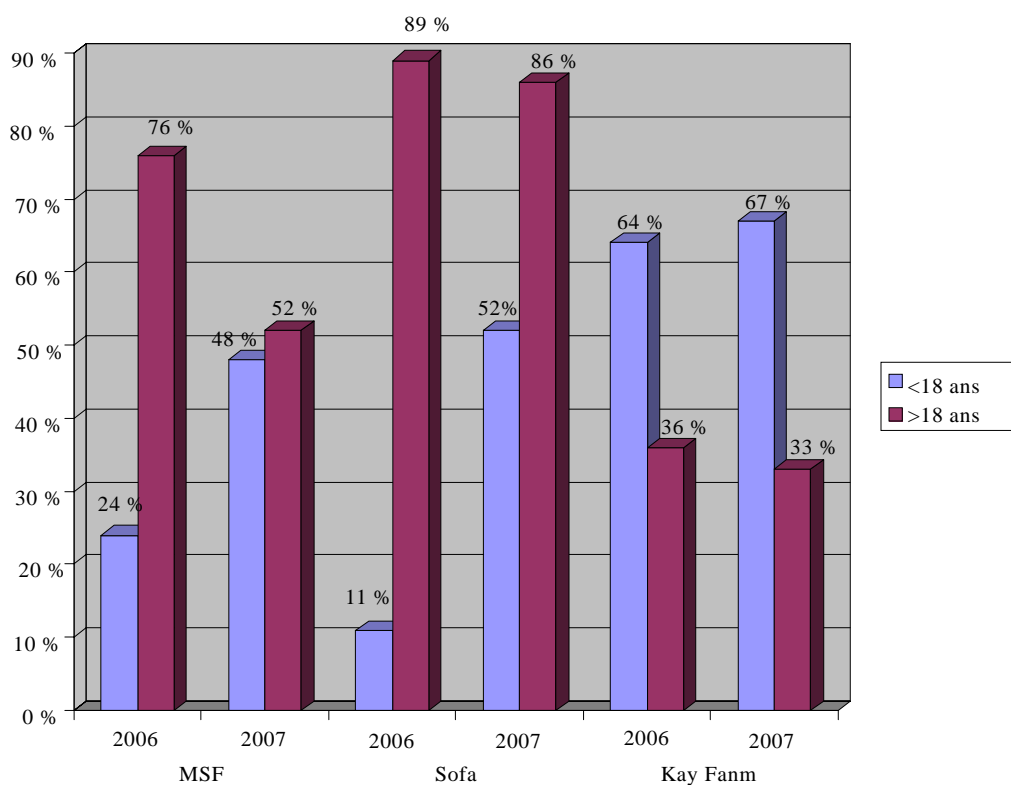


Tableau 2
Nombre de cas reçus pour viol par année et par institution

Année	Gheskio	Kay Fanm	Sofa	MSF/Fr
2002	58			
2003	70	30	13	
2004	261	55	46	
2005	211	84	157	109
2006	534	133	155	237
2007	389	81	101	157

Sources : Rapports Gheskio, Sofa, Kay Fanm et MSF/F.

Tableau 3
Nombre de victimes de viol individuel ou collectif, entre 2003 et 2007*
Données de Sofa et Kay Fanm

<i>Année</i>	<i>Kay Fanm</i>		<i>Sofa</i>		Total
	<i>Viol indiv.</i>	<i>Viol collect.</i>	<i>Viol indiv.</i>	<i>Viol collect.</i>	
2003	18	12	11	2	43
2004	26	29	39	7	101
2005	42	42	144	13	241
2006	94	39	132	23	288
2007	57	24	79	22	182

Sources : Rapports SOFA et Kay Fanm.

Note : Ces informations sont tirées du document URAMEL, nov. 2007